



Le 28 juin 2024 le syndicat A&I-UNSA fêtera ses 30 ans

C'est, en effet, au congrès de Risoul (28-30 juin 1994) dans les Hautes-Alpes, que le SNIEN et le SNAU ont uni leurs destinées, après de longues années durant lesquelles chacun marchait de son côté avec les mêmes objectifs, au sein de la même fédération, la FEN !

Marc Ripoll fut le premier secrétaire général du syndicat AGIR, qui deviendra rapidement Administration et Intendance-UNSA, et **Charles Dauvergne** le secrétaire général adjoint. Pour des raisons personnelles Marc Ripoll cessera toute activité au bout d'un an et **Jean-Yves Rocca** lui succédera 18 ans, jusqu'à la retraite de Charles.



Jean-Yves Rocca et Charles Dauvergne reprennent un peu d'activité pour marquer cet anniversaire en répondant à nos questions... non sans avoir, au préalable, rendu à Marc Ripoll l'hommage qui lui revient.



Comment avez-vous tracé ce double parcours syndical et professionnel ?

Jean-Yves Rocca : J'ai intégré l'Éducation nationale en qualité d'AASU-gestionnaire d'EPLÉ en 1974. Dans un contexte différent d'aujourd'hui celui du dernier recrutement pour achever la nationalisation des collèges municipaux. Comme beaucoup de jeunes issus du syndicalisme étudiant (l'UNEF) je recherchais un syndicalisme de rassemblement pour agir (la FEN, à l'époque). J'ai donc adhéré au SNIEN-FEN, en exerçant dans un collège de Saint-Denis (93) dans l'académie de Créteil.

Au début des années 1990, je me suis retrouvé secrétaire académique du SNIEN. Le hasard de la vie syndicale m'a conduit au niveau national et à connaître Charles, Secrétaire général du SNAU et co-fondateur (avec Marc Ripoll, Secrétaire général du SNIEN) de l'Alliance SNAU-SNIEN, puis d'AGIR devenu A&I UNSA.

Ce fut une collaboration féconde pendant 18 ans ! En toute confiance. Au service de notre projet syndical pour l'ensemble des secteurs d'administration générale et financière du service public d'Éducation et de formation.

18 ans, pour agir et construire cette organisation syndicale qui fête ses 30 ans, solidement ancrée dans le quotidien, au plus proche de nos collègues.

Charles Dauvergne : Après mon baccalauréat en 1966 j'ai été MI-SE durant 7 ans pour payer mes études. Et après une année de chômage j'ai réussi le concours externe d'Attaché d'administration scolaire et universitaire.

À ma première affectation, en 1975 à Nancy j'ai découvert un service où les personnels étaient très syndiqués, pour la plupart au SNAU-FEN où j'ai donc adhéré.

Après ma mutation au rectorat de Lyon (1980) j'ai poursuivi cet engagement en prenant des responsabilités, (secrétaire académique) qui m'ont amené jusqu'aux instances nationales. Devenu secrétaire général du SNAU j'ai eu le plaisir de travailler avec Robert Micheau puis avec Marc Ripoll qui avait Jean-Yves Rocca dans son équipe nationale.

Jean-Yves Rocca et Charles Dauvergne : De nombreuses actions menées en commun renforçaient chaque jour notre volonté de regrouper nos 2 syndicats pour être « *plus forts ensemble* ». Déjà nous avons réussi à établir des listes communes en catégories A et B pour les CAP académiques et nationales avec un grand succès à la clé, il fallait amplifier le mouvement.

Quels défis avez-vous rencontrés et comment les avez-vous surmontés ?

Jean-Yves Rocca et Charles Dauvergne : Nous avions la même ambition : rassembler tous les personnels administratifs de tous nos secteurs d'activités (Éducation nationale, Enseignement supérieur, Jeunesse et sports...), pour en assurer la défense catégorielle et professionnelle sur la base des valeurs et d'une éthique syndicale : celle d'être utile au service public et aux personnels qui les servent. Tel était le sens de notre engagement de « *syndicaliste citoyen* ».

Charles Dauvergne : Chacun était attaché à son passé : des acquis, fruit de longues luttes, souvent communes d'ailleurs, dans le cadre de notre fédération.

Des différences existaient : si le SNIEN et le SNAU avaient en commun les catégories A et B, le SNAU syndiquait aussi les personnels de catégorie C, la plus nombreuse. Ceux de catégorie D l'avaient rejoint grâce à l'intégration en C réalisée dans le cadre du plan Durafour en 1990.

Jean-Yves Rocca : Pour riche qu'elle soit cette diversité d'implantation rendait assez délicate la défense de la notion de métier à laquelle était fortement - et logiquement - attaché le SNIEN. Il fallait donc agir pour rassembler, pour proposer mais aussi pour défendre et résister. Ce qui était souvent le cas, surtout quand nos interlocuteurs ministériels essayaient de jouer sur nos différences pour tenter de nous opposer.

Jean-Yves Rocca et Charles Dauvergne : Et il nous fallait aussi batailler pour que les revendications des « non-enseignants » soient mises en avant à parité avec celles des enseignants. Et cela dans un univers où l'Administration était, globalement et trop souvent, perçue et caricaturée comme un frein à toute évolution.

En cela la création en 1993 de l'UNSA dans laquelle nous nous sommes impliqués « à fond », allait nous offrir un créneau parfait pour développer notre projet : une filière administrative interministérielle et intercatégorielle de l'État. Nous nous plaçons ainsi au cœur du syndicalisme interprofessionnel de l'UNSA, de l'UNSA Fonction publique et de l'UNSA Éducation, dans les instances desquelles nos militants ont pris une très large place.

Quelle fut réellement la première étape, le vrai point de départ de ce qu'il ne fallait pas appeler « fusion » tant le mot suscitait des crispations des deux côtés ?

Jean-Yves Rocca : Sans aucun doute la création de l'alliance SNAU-SNIEN qui, officiellement, avalisait une démarche commune, plus crédible que la mise en place des « Unions », censées résoudre (ou au moins réduire) les tensions au sein de la fédération.

Le travail commun réalisé dans les CAP (académiques et nationales) et dans le cadre de l'alliance par nos équipes militantes, permit des déplacements et missions dans les académies, lors desquels les représentants nationaux du SNIEN et du SNAU, à parité, développaient leurs revendications et leurs projets directement auprès des personnels.

Et le(s) moment(s) clé(s), au-delà duquel (desquels) le retour en arrière n'était plus possible ?

Charles Dauvergne : Sans hésiter le congrès fédéral de Perpignan de décembre 1992, dans un climat hyper-tendu, où la FEN, en crise, mettait fin au travail de sappe des minorités et où le monde enseignant créait sa scission.

À l'inverse le même jour nous annoncions, au congrès, et à l'extérieur grâce au correspondant du journal « Libération » qui nous donna un large écho, le rassemblement officiel des deux grands syndicats ATOSS de la FEN : le SNAU et le SNIEN.

Nous fîmes la même annonce à l'ensemble des délégués de nos deux syndicats que nous avons pris soin de « convoquer » à une table commune, lors d'un repas. La surprise n'avait sans doute d'égales que la joie et l'émotion.

Comment avez-vous concrétisé cette création d'un nouveau syndicat, force majeure de votre secteur ?

Jean-Yves Rocca : Pour donner de la visibilité à ce syndicalisme nouveau nous avons publié dès 1995 « la Charte de l'Administration », notre projet professionnel et catégoriel.

Charles Dauvergne : Nous avons eu l'opportunité de nous rassembler « physiquement » puisque le demi étage contigu aux locaux du SNIEN se trouva très vite à vendre. La vente des locaux du SNAU nous permit cet achat qui nous réunissait alors « rue de Paradis ». De là à y voir un symbole !

Jean-Yves Rocca : Nous avons structuré notre syndicat sur la base de deux grands principes :

- La parité dans toutes les instances et à tous les échelons.
- Le travail préparatoire aux réunions en commissions (mode opératoire qui avait fait ses preuves au SNIEN).

Les résultats ont-ils été à la hauteur de vos attentes et de vos ambitions ?

Jean-Yves Rocca : Même s'il reste toujours du travail à faire, ne serait-ce que pour garantir les acquis et éviter les remises en cause régulièrement tentées par les gouvernements, la liste de nos succès, est éloquent :

- L'ARTT (aménagement et réduction du temps de travail en 2001), le projet des 28 cadres statutaires de la Fonction publique de l'État (2012), le CIGeM des AAE (corps interministériel des attachés de l'État en 2012 et 2013),
- La création de l'équipe de direction de l'EPLÉ avec le gestionnaire adjoint du chef d'établissement en 2011, le référentiel des métiers de l'État en 2010, le PPCR (Parcours professionnel, carrières et rémunérations) en 2015, la priorité à la catégorie C et la requalification des emplois pour se rapprocher des pratiques interministérielles (donner plus à celles et ceux qui ont moins, cela a du sens), la création d'Administrateurs·trices pour l'encadrement, etc...
- Sans oublier bien sûr le protocole pluri-annuel sur l'amélioration des carrières signé avec le ministre Xavier Darcos le 9 octobre 2008 et son prolongement le 10 septembre 2021 avec la signature du relevé de décisions avec le ministre Jean-Michel Blanquer.
- Autant d'étapes franchies pour atteindre notre objectif, rappelé au congrès d'Ambleteuse en 2012 et réitéré en 2020 par notre secrétaire général Jean-Marc Bœuf.

En conclusion

Jean-Yves Rocca : Rassembler et agir, encore et toujours, avec constance et pugnacité. Ne pas se limiter à une vision étroite - et forcément limitée - de notre action. Ce qui justifie le choix de l'interprofessionnalité. D'autant que le contexte a (très) fortement évolué et ce n'est peut-être pas fini. Avec une constante face à nous : la volonté de remettre en cause et réduire nos acquis. Il suffit de lire les toutes dernières déclarations de Stanislas Guérini, ministre de la Fonction publique de l'actuel gouvernement !

Il nous faut ne jamais « baisser » la garde et se référer, sans cesse, à nos valeurs. Elles sont garantes de notre unité, de notre volonté de transformer notre société pour donner à toutes et tous les mêmes chances de réussite de vie.

Notre humanisme doit guider nos choix !

J'ai eu la chance, avec Charles, de pouvoir travailler au sein d'un groupe uni, aux sensibilités fortes et chaleureuses.

Cette notion d'équipe est fondamentale.

La faire vivre est la condition de notre réussite.

Charles Dauvergne : C'est cette équipe, avec toutes celles et ceux qui l'ont rejointe depuis le congrès de Risoul, au sein de laquelle nous avons pris plaisir à travailler durant 18 ans, qui a permis de construire un socle solide dont témoignent nos acquis.

Avec Jean-Yves nous avons - très vite - appris à nous connaître et à nous apprécier. Comme disait un jour Luc Bérille, secrétaire général du SE-UNSA puis de l'UNSA, « quand l'un ou l'autre parle, on ne sait jamais vraiment si c'est Charles Rocca ou Jean-Yves Dauvergne ».

Cette unité, profonde, nous avons eu à cœur de la porter et de la faire fructifier partout où nous allions. Et, très vite ce fut l'amitié qui guida nos pas pendant presque 20 ans. Une amitié que celles et ceux qui nous succèdent ont tout aussi à cœur.

Et, parce que chacune, chacun, a besoin dans son action, dans sa vie, d'une part d'idéal, d'une part de rêve, nous avons toujours été persuadés que « le soleil brillera toujours » (dernier vers du dernier couplet de l'*Internationale*).

De cet idéal, de cette part de rêve, notre amitié s'est portée et se porte garante. *La lutte continue.*



Le congrès de Risoul en 1994.

Les évolutions du logo A&I UNSA



Les évolutions de la revue



PROPOS RECUEILLIS PAR



Aurore Simon
Secrétaire académique
A&I UNSA Dijon



Joris Tauleigne
Secrétaire départemental
A&I UNSA Lozère